

2 Politique

Ali Bongo Ondimba « Face à la Nation »

Gardons le cap et l'espoir

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Dans un exercice inédit, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a utilisé sur parler-franc pour répondre aux préoccupations de ses compatriotes dans le cadre de la première de l'émission « Face à la Nation ». Occasion pour lui d'aborder les questions sociales, économiques et politiques. Au crible, il a été question de l'insécurité, du chômage, de la décennie de la femme, les mesures d'austérité, entre autres.

ALI Bongo Ondimba était hier en soirée face à la presse nationale. A travers une émission, « Face à la Nation », dont l'objectif était d'apporter des réponses aux questions de l'heure de nombreux Gabonais, le chef de l'Etat, sans ambages, s'est plié à un exercice placé sous le couvert du parler-franc. Face aux préoccupations, traduites par nos confrères Martial Tchibinda et Leticia Ngalebika, le numéro un gabonais est revenu sur le chômage, l'insécurité, les mesures d'austérité, la décennie de la femme, le logement et la situation de certains compatriotes emprisonnés.



Le président de la République lors de l'émission "Face à la nation"

« Il n'y a pas de prisonniers politiques au Gabon », a ainsi déclaré le président de la République qui répondait à la question de l'opposante Annie-Léa Meye, au cours du micro-trottoir organisé pour la circonstance. Pour lui, ces compatriotes ont plutôt commis « des actes qui n'ont rien à voir avec leurs opinions politiques », a-t-il insisté.

Tout comme il a estimé qu'il ne « peut gracier ceux qui ont déjà été condamnés ». C'est dire

qu'il est hors de question d'interférer dans l'action d'une justice qu'il a dit « indépendante ». Dans la même foulée, sur les dernières décisions de la Haute autorité de la communication (HAC) suspendant la chaîne de télévision France 2, le président de la République a dit ne pas les commenter. « La HAC est indépendante », a-t-il indiqué.

La réduction de la taille du gouvernement n'était pas en reste. Il a garanti que la fin des élections législa-

tives va consacrer la diminution du nombre des membres du gouvernement. Toute chose qui devrait correspondre, à l'en croire, aux mesures déjà prises de réduction du personnel de certaines institutions, la présidence de la République et la Primate, notamment.

D'ailleurs, il a réfuté le terme « austérité » pour parler des dites mesures dont le but est de réduire la dépense pour maintenir les investissements. Non sans appeler à garder « le

cap et l'espoir » dans un contexte se voulant difficile, mais qui, selon ses dires, ne saurait perdurer. Il s'est donné deux à trois ans pour que le pays sorte de la crise économique actuelle.

« Les gouvernements passés ont fait du mauvais social », a-t-il reconnu. Relevant de ce fait les recrutements dans l'administration publique qui n'ont pas toujours répondu aux exigences de probité et de compétence. Condamnant dans cette lancée, le nom-

bre trop élevé des fonctionnaires par rapport au ratio des autres pays africains.

« La dépendance du Gabon au pétrole a baissé de 50% », a-t-il souligné. Ce qui serait à la valorisation d'une politique de transformation de certaines matières premières sur le sol national. Les ressources forestières, minières et agricoles sont parmi les exemples cités.

Sur le logement, si Ali Bongo Ondimba a reconnu l'échec des précédentes politiques, il a mis en avant la problématique de l'obtention des titres fonciers dont les mécanismes sont appelés à se libéraliser. Il a martelé que le système est tellement opaque que ce sont seulement 23 000 titres fonciers qui ont été délivrés entre 1905 et 2018 dans notre pays.

Considérant que des efforts en ce sens devraient être faits pour sortir de cette situation qui est une entrave, a-t-il sous-entendu, à la mise en place d'une véritable politique du logement au Gabon.

« Je suis toujours aussi déterminé à conduire ce pays sur la voie du changement et de la transformation. Des difficultés actuelles, nous allons sortir vainqueurs », a-t-il conclu.

Législatives et Locales à venir/Oyem

Vincent Essono Mengue non partant



Le maire de la commune d'Oyem, Vincent Essono Mengue.



Une vue de l'assistance.

PME
Oyem/Gabon

LE maire d'Oyem, Vincent Essone Mengue, ne prendra pas part aux élections couplées (législatives et locales) du 6 octobre prochain. Il l'a fait savoir mercredi à Oyem. Au cours d'une déclaration à la salle des mariages de l'hôtel de ville, en présence des membres du bureau du

conseil municipal, des chefs de quartiers et de nombreuses personnes venues des deux arrondissements de la ville.

Une décision qui, en croire plusieurs Oyemois, était très attendue, vu que l'homme reste à ce jour, l'un des plus inconditionnels de Jean Ping. L'édile du chef-lieu de la province du Woleu-Ntem, à travers cette sortie, a coupé également court aux spéculations entretenues par une certaine opinion, depuis

quelque temps, sur sa position face au double scrutin à venir. « J'ai décidé de ne pas me représenter aux prochaines élections locales et conformément à mes convictions et l'idée que je me fais de la démocratie. Je ne soutiendrai ni ne parrainerai aucune candidature. Que cela soit entendu », a déclaré Vincent Essone Mengue.

En prenant cette décision, l'opposant estime décevoir « certains concitoyens, pendant que d'autres s'en ré-

joissent ». Cependant, il dit avoir la conscience tranquille d'un serviteur de l'Etat, au service de la communauté et du développement local. Selon le maire d'Oyem, sa décision résulte de son refus d'être « complice de ceux qui sont à l'origine de l'état de dégradation actuelle de notre pays... », estimant qu'on ne peut « nous imposer le coup d'Etat par les pseudo-élections législatives et locales ».

Poursuivant son propos,

l'opposant a indiqué que son éducation et ses convictions politiques ne lui permettent guère de « faire comme si je ne voyais pas ce qui se passe ». Non sans accuser le pouvoir d'entretenir le peuple dans la misère. Sans oublier les problèmes de l'éducation, la santé, la route et la délinquance juvénile. Au vu de ce tableau sombre, « je refuse d'être complice d'une gestion où la vie humaine n'est pas considérée comme ce que nous avons de plus

cher à conserver, à soigner, à protéger », a martelé l'opposant.

Dans un ce discours d'« adieu », Vincent Essone Mengue n'a pas manqué de remercier ses collaborateurs et toutes les populations d'Oyem, pour les moments passés ensemble. Il a par ailleurs souhaité une bonne chance à son futur successeur à la tête du conseil municipal d'Oyem.